

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 623 28 JUILLET 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

SAINT AMBROISE, Evêque de Milan qui eut une grande influence sur Saint Augustin :

« Ne dites pas que les temps sont mauvais. Soyez bons et les temps seront bons. »

EDITO

CADEAUX AUX FONCTIONNAIRES

Le Figeco toujours flagorneur vis-à-vis du pouvoir écrit : « pas de cadeaux pour les fonctionnaires en 2009 et 2010 ». Cette annonce est mensongère.

Ils vont être augmentés de 0,5 % en juillet et de 0,3 % en octobre ; cela touche les 5 millions de fonctionnaires d'État. L'on prétend que ce n'est pas un cadeau parce qu'à la différence d'autres années cela ne va pas au-delà des engagements légaux. Il n'empêche :

beaucoup de salaires privés sont pratiquement bloqués et les fonctionnaires sont augmentés. C'est donc bien un cadeau d'immense valeur.

Il est annoncé en plus une hausse de 0,5 % en 2010. En fait, l'augmentation réelle sera de 3,5 % cette année compte tenu de l'effet des promotions généralement automatiques et de l'ancienneté. Il s'ajoute une garantie individuelle de pouvoir d'achat qui permet un rattrapage pour ceux dont la rémunération progresse moins vite que les prix.

Et il s'ajoute encore que la moitié des économies venant des suppressions de poste qui reviendra aux fonctionnaires, soit 554 millions d'euros en 2009. L'on promet en plus une prime de fonction et de résultats basés pour partie sur le mérite individuel qui sera en fait une augmentation camouflée.

Personne non plus n'évoque les exonérations d'impôts pour heures supplémentaires qui en fait ont profité largement aux fonctionnaires.

Il ne faut pas s'étonner que le rêve des mères de familles soit de voir leurs rejetons rejoindre la fonction publique, alors que le pays souffre justement d'une fonction publique pléthorique.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

COLLECTIVITES LOCALES

La France croule sous le nombre, la complexité et le luxe des collectivités, mais l'imagination est au pouvoir.

C'est ainsi que le bureau politique de l'UMP a lancé une nouvelle idée : il faudrait à l'horizon 2011 couvrir l'ensemble du territoire d'intercommunalités, ce qui augmenterait par évidence le nombre des collectivités locales et leur lourdeur.

Et en même temps l'on appelle à la création de métropoles. Ce bureau politique en propose sept : Lyon, Lille, Marseille, Toulouse, Nice, Bordeaux et Nantes qui s'ajouteraient évidemment à Paris.

LES UNIVERSITES

Ce n'est pas une nouveauté mais les universités françaises sont généralement très mal classées sur le plan international.

La banque mondiale semble s'occuper de tout sauf de banque. En tout cas elle vient d'étudier les systèmes universitaires à travers le monde. Parmi eux la France affiche une très médiocre performance dans les classements internationaux.

Les universités américaines se classent parmi les meilleurs du monde parce que, en particulier, l'enseignement supérieur représente 3,3 % du produit intérieur brut contre seulement 1,3 % dans les 25 pays de l'union européenne.

Le Royaume-Uni et la Suisse atteignent des niveaux élevés. Les meilleures universités françaises ne sont placées qu'au 42e et 55e rang car selon la banque « il n'y a presque pas de sélection des étudiants qui entrent dans l'enseignement supérieur » et en plus elles manquent d'autonomie.

Tout cela n'est pas nouveau bien entendu mais c'est une confirmation du désastre de l'université française tel qu'on le connaît.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

TGV

« Vous avez raison, supprimons la modernité et revenons au bon vieux temps de la diligence. !! »

Edmond Menetre

NDRL

Merci de ce message. Toutefois l'appel à une prétendue modernité est l'exemple même d'un argument de type général qui n'a pas de signification précise sur le plan financier et économique.

SOUVERAINISME

Question : est-ce que le souverainisme ne reposait pas dès le départ sur une ambiguïté qui l'a mené dans une impasse ?

Défendre la souveraineté d'une nation est-ce défendre uniquement son Etat et son administration, ou plus largement, ses valeurs morales et religieuses, son héritage culturel, ses traditions, ses langues(y compris régionales), les libertés naturelles de ses corps sociaux etc.....

Si on pense que la vérité se situe plutôt du côté des valeurs et de la culture, et des libertés sociales et civiques, alors s'appuyer sur l'Etat jacobin qui les a lentement détruites et systématiquement dissoutes ne peut qu'amener à une impasse conceptuelle.

Et nous y sommes : cela ne concerne pas que le FN ou le MPF, mais aussi les monarchistes, etc.... qui TOUS pensent que l'Etat conditionne l'existence de la nation, alors que de toute évidence il n'en est qu'une des réalités.

Tant que la droite nationale fera de l'Etat-Nation, concept jacobin et révolutionnaire, la pierre de touche de l'existence des nations d'Europe, elle se condamnera à un exercice impossible : défendre les libertés nationales au nom du jacobinisme socialisant soit disant "national" contre l'eurofédéralisme qui en est le décalque bruxellois. Les deux détruisent la nation en lui faisant subir un génocide culturel et moral, voire démographique. On ne peut combattre une utopie par une autre utopie : réduire la nation à son expression étatique est totalement contraire à la tradition française et à la pensée philosophique et sociale catholique.

Là réside l'échec du souverainisme, qui a été masqué par des succès électoraux passagers, mais dont on voit maintenant qu'il a été un moment électoral et non une pensée stratégique politique durable.

C'est en réclamant moins d'Etat et plus de libertés économiques, culturelles, sociales, civiques, universitaires et scolaires, linguistiques et régionales, etc.... que le souverainisme pourrait acquérir de la durée, en prenant chair dans le réel. Une constitution, une administration, etc.... ne donneront jamais une âme et le sens de son destin à aucun peuple.

Pascal GANNAT

pascal-gannat@orange.fr

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 27 JUILLET 2009

LA RUINE PAR LES TGV

Il n'est pas question de dénigrer le plaisir que nous pouvons goûter si nous avons la chance et l'occasion de prendre le TGV : confort, vitesse, repos, paysages. Pourtant les économistes attentifs savent que ce magnifique jouet roule sur la ruine des pauvres. L'actualité nous offre l'occasion d'analyser ce fait en détail.

Monsieur Jean-Louis Borloo est une sorte de sous premier ministre qui a saisi pour longtemps le sceptre de l'empire écologique. Revêtu de cette pourpre, il ne se déplace pas sans de nombreux secrétaires d'Etat et décide souverainement de toute notre vie dans tous les domaines. C'est lui qui a fixé d'une façon définitive le tracé du TGV en direction de la ville de Nice. En effet, il y avait hésitation à faire passer ce TGV par l'intérieur des terres ce qui comportait de multiples inconvénients : saccage des propriétés et des paysages. Finalement il a été décidé qu'il passerait le long des côtes, c'est-à-dire joindrait Marseille à Nice en passant par Toulon.

Nice sera à trois heures cinquante de Paris au lieu de cinq heures vingt cinq aujourd'hui, faisant ainsi gagner une heure trente cinq aux niçois. Les travaux à prévoir sont tout à fait gigantesques avec en particulier plusieurs tunnels et des réaménagements de grandes gares. Il est prévu qu'après toutes les études et aménagements nécessaires le chantier serait ouvert en 2020 pour inauguration en 2025 et qu'il ne coûterait « que » 15 milliards.

Nous allons voir ce qu'il faut penser de toutes ces prévisions et c'est justement le moment de montrer comment et pourquoi les TGV ruinent la France et les Français, y compris les heureux voyageurs qui en profitent.

D'abord lisons la Cour des Comptes laquelle ne sert à rien pour corriger la France de ses défauts mais a, au moins, l'intérêt de nous détailler des données utiles à l'analyse.

Dans un des chapitres de ses rapports et dès le départ, la facture des TGV est visée très expressément dans la déroute de la SNCF : « Le lourd endettement de la SNCF induit principalement par les investissements considérables effectués pour construire et équiper les lignes nouvelles à grande vitesse. » Tout est dit dans cette simple phrase.

Ces investissements ont-ils été rentables ? Le rapport en fait ne s'en occupe pas alors que c'est la vraie question ; s'ils avaient été rentables l'énormité de l'investissement aurait dû conduire à des bénéfices considérables et à un redressement spectaculaire de l'exploitation ferroviaire en France. Les chiffres que le rapport donne montrent bien que l'endettement de l'ensemble SNCF plus Réseau Ferré de France (RFF) est sans limite et continue à être un vrai boulet financier pour la nation. Il en résulte donc bien que l'opération TGV dont les comptes ne seront jamais officiellement et réellement faits est un désastre.

En plus, la Cour démontre que, la séparation entre SNCF et RFF s'est effectuée dans le plus complet désordre. Si les immobilisations ont bien été transférées à RFF, les dettes sont restées pour des raisons obscures dans le bilan de la SNCF avec en contrepartie une créance sur RFF : la clarté n'était pas au rendez-vous. Chacun pouvait croire que les flux financiers seraient précis entre les deux entités désormais séparées, or il n'en n'est rien.

RFF reçoit la contribution que l'Etat versait auparavant déjà à la SNCF pour les charges d'infrastructure et l'on se demande devant cette information à quoi répondait en fait la création de la nouvelle entité ! Elle reçoit aussi de la SNCF le produit des péages pour l'usage des réseaux.

Mais la SNCF a gardé « l'entretien du réseau dont elle n'est plus propriétaire et le fonctionnement des installations techniques et de sécurité. » Elle verse donc une rémunération à RFF à ce sujet ; la Cour, avec son langage feutré habituel, remarque que ces échanges d'argent présentent « quelques lacunes. », ce qui en bonne comptabilité signifie que personne ne s'y retrouve. En fait, c'est l'illustration de la politique du « bon plaisir » que je dénonce souvent et qui aboutit à prendre des décisions un peu au hasard selon les intérêts très provisoires des politiques et pas du tout dans un vrai cadre contractuel : « La convention de gestion est imprécise et elle est imparfaitement appliquée. » Quant au tarif des péages versés à RFF, il est tout simplement fixé « selon la capacité contributive de la SNCF » : en d'autres termes : « Vous me devez de l'argent mais ce sera selon ce que vous pourrez payer ! »

La conséquence sur le résultat net apparent de l'entreprise ferroviaire a, certes, été immédiate : dès 1997, le résultat est devenu positif, les pertes financières ayant été mises de côté comme elles le sont souvent dans une faillite. En 2008, tout continue et la presse a prétendu que la SNCF gagnait de l'argent ! Mais, selon le rapport, les vrais autres problèmes sont toujours là. « La SNCF souffre de faiblesses structurelles qui, aujourd'hui encore, affectent sa rentabilité. » On s'en doute à lire ailleurs les incroyables privilèges du personnel avec les multiples primes, les retraites fastueuses et les horaires élastiques et les grèves en prime. Parmi ce personnel, les employés du TGV sont particulièrement gâtés !

Les connaisseurs estiment que les recettes de la SNCF ne couvrent que la moitié de ses

dépenses, le solde venant par divers canaux de subventions. Le nombre de voyageurs transportés par agent dans les diverses compagnies de chemin de fer est à la SNCF de : 4 847, au Danemark de 9231 et au Japon 50 872 !

Ces constatations prennent d'autant plus de relief que partout, l'idéologie égalitaire ainsi que l'intérêt électoral et financier des politiques conduisent les populations à réclamer « leur » TGV : Turin-Lyon, tunnel à travers les Pyrénées, TGV de l'Est et maintenant Marseille-Nice.

L'idée désastreuse de l'emprunt national axé uniquement sur les investissements publics, dont ces TGV, s'ajoute pour nourrir la future catastrophe.

La conclusion du rapport de la Cour des Comptes est clairement que l'opération TGV est une des origines majeures de l'endettement de la SNCF, ce qui, ajouté à d'autres facteurs, est à la source de la ruine de cette SNCF. Etant donné l'importance du « mammoth » SNCF dans la vie nationale, le lien est évident avec la paupérisation du peuple français et en particulier le chômage induit qui frappe principalement les plus faibles.

Le décor étant ainsi planté, il est intéressant d'essayer de comprendre, à la lumière des lois de l'économie, pourquoi les TGV conduisent à la ruine.

Un investissement n'est rentable que si le risque qu'il représente est couvert largement par une rentabilité prévisible d'une façon certaine. Il est évident que ce raisonnement est d'autant plus important que l'investissement est élevé et nous nous trouvons devant des chiffres tout à fait volumineux. Or le TGV à ses débuts et les TGV successivement ont été décidés par des politiques soit pour faire plaisir à leur clientèle soit pour faire plaisir à la SNCF ; c'est le moment de rappeler que le mammoth est dirigé par des ingénieurs, avec en embuscade les chefs syndicalistes maîtres du jeu en dernière analyse. Les besoins véritables reflétés par le marché n'ont joué aucun rôle ou, sinon, à la marge. C'est la première erreur majeure.

Ensuite voyons les chiffres. La prévision d'origine est de 15 milliards d'euros : c'est « ce qui se voit ». Il est indispensable d'énoncer « ce qui ne se voit pas ».

Une première majoration doit être apportée du fait de la méthode de l'établissement des projets publics. Deux catégories de firmes sont puissamment intéressées à l'aboutissement de ces projets à savoir les banques et les travaux publics. Il est évident que pour faire passer le magnifique instrument à la fois dans les cercles gouvernementaux, déjà fort bien disposés, et dans la population, il est recommandé de serrer au maximum les prévisions afin que le mariée se présente bien : de coup de pouce en coup de pouce, le projet devient acceptable. Quand la réalité rattrapera la fiction, chacun se débrouillera. Le cas typique est celui de l'Eurostar qui a ruiné au moins deux fois les actionnaires pour avoir coûté plus du double des prévisions initiales. Pour tenir compte de ce fait, nous serons cependant indulgents et dans les calculs ci-dessous nous prévoyons seulement un réajustement nécessaire de 30 % : nous voici à presque 20 milliards.

Une autre ajoute est nécessaire. Dans les firmes privées la rigueur implique de lutter sans pitié contre les frais de structure en écrasant souvent leur pyramide. Si la firme néglige de le faire, elle est rapidement dépassée par ses concurrents. Dans les activités publiques, c'est tout le contraire, l'action des représentants de l'autorité publique, que ce soit au niveau gouvernemental ou au niveau du fonctionariat, pousse sans cesse au foisonnement des dépenses de structure et se développe comme un nuage nauséabond ; le coefficient qu'un économiste doit utiliser pour rendre compte de ce phénomène est vraiment dévastateur. Soyons là aussi modestes et appliquons également 30 % : nous voici à 26 milliards.

Mais un économiste est obligé d'ajouter encore un nouveau facteur très aggravant. Si les firmes privées, qui seules créent de la richesse et nourrissent le cirque étatique par leurs efforts permanents, parviennent à réussir c'est, notamment, parce qu'elles ont appris à gérer correctement le temps ; s'il arrive des erreurs dans cette gestion du temps elles s'empressent si possible de les corriger. Ce n'est nullement le cas dans la gestion publique et en particulier dans les investissements publics. Il nous est indiqué que les véritables travaux ne commenceront qu'en 2020 pour se terminer par l'inauguration en 2025. Entre 2010 et 2025 il s'écoulera donc 15 ans.

Et, encore, nous ne prenons pas en compte le pouvoir écologique occupé justement par le même Jean-Louis Borloo avec ses amis et qui affûte ses armes pour en découdre. La facture du TGV Marseille a été majorée massivement par les délais imposés pour protéger un unique couple d'aigles de Bonelli, dont d'ailleurs il n'est pas sûr que l'on ait aujourd'hui la trace ; à cette fin le tracé a été modifié trois fois et le chantier interrompu à plusieurs reprises ; le viaduc de Touloubre a été redessiné ! Il a fallu aussi complaire aux castors et, notons bien la précision, aux plobates cultripèdes qui sont, comme tout le monde ne le sait sans doute pas, de rarissimes crapauds. Par pure gentillesse supposons néanmoins que les crapauds nous laisseront tranquilles et conservons ce délai de 15 ans.

Au bout du compte l'investissement à cause des agios nécessaires atteindra les 32 milliards d'euros. Pour ce calcul nous avons utilisé un taux d'intérêt de 3 % qui a l'avantage est d'avoir été expérimenté tout au long du XIXe siècle dans une période de stabilité monétaire remarquable. Par une autre gentillesse, nous supposons cette stabilité monétaire règnera sur la période alors que l'économie administrée en vigueur nous laisse perplexe à ce sujet.

La conclusion est que la dite SNCF devra rentabiliser 32 milliards en 2020 et amortir en même temps la petite merveille tout en faisant face aux multiples risques éventuels.

Au premier semestre 2009, ses recettes ont atteint 11,94 milliards en baisse de 4%. Sur l'année entière ce serait donc 24 milliards. Compte tenu du désordre des comptes indiqué plus haut et du poids formidable de l'endettement du justement aux TGV déjà en place, il est évident que la rentabilité est impossible. Pour illustrer et « amuser » citons un détail ; une étude récente montre que les TGV voient leur billetterie amputée de 7 %, car c'est le pourcentage des voyageurs qui appartiennent à la SNCF !

Voyons maintenant les arguments généraux auxquels les décideurs publics font toujours appel pour justifier les destructions d'argent auxquels ils se livrent.

Nous avons entendu que les niçois gagneraient du temps : la belle affaire ; s'ils sont vraiment pressés, ils peuvent prendre l'avion. Un autre argument est que les TGV serviraient de vitrine pour vendre à l'étranger : c'est le mélange habituel de données qui brouille tout raisonnement précis et permet de dire n'importe quoi sur n'importe quel sujet.

Que ce serait-il passé si le marché avait joué son rôle ?

Il y aurait eu peut-être une ligne Paris-Lyon ; les utilisateurs auraient payé fort cher, soit qu'ils aient les moyens, soit que leur business le justifie. Libérée à due concurrence, la SNCF aurait pu mieux gérer les diverses bombes qu'elle nourrit dans son sein : le fret, la tragédie meurtrière de ses passages à niveaux et la désolation des trains de banlieue.

Certes, il faudrait aussi qu'elle se réforme douloureusement en profondeur, mais, ici, nous sortons du problème des TGV.

Au lieu de cela, nous avons comme perspective de futurs désastres. Quand la réalité apparaîtra, les politiques responsables auront pris leurs retraites fastueuses, insolentes et imméritées. D'autres les remplaceront et se débrouilleront ayant appris de leurs aînés l'art de maquiller les comptes !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

SOCRATE :

« Seule la démocratie peut accomplir le miracle de faire passer un âne pour un cheval »

VACLAV KLAUS, Président de la république tchèque

« Il y avait une pensée unique, celle de Moscou ; il y a une pensée unique, celle de Bruxelles. On est tout simplement passé d'un totalitarisme botté à un totalitarisme intérieurisé... »

REVUE DE PRESSE

LIVRET A

L'un des traits de l'économie administrée est le désordre absolu dans tous les domaines et l'incertitude juridique qui sont une cause de ruine. En particulier, cela se traduit sans cesse par des transferts indus des uns aux autres.

Le jeu mathématique de la loi sur le taux du livret A aurait dû faire tomber le taux d'intérêt à 0,25 %, compte tenu en particulier de l'ambiance déflationniste. Le bon plaisir du ministre des finances Mme Lagarde n'a pas joué dans ce sens. Le taux est simplement tombé de 1,75 % à 1,25 %.

Nous nous réjouissons bien sûr pour les modestes utilisateurs de cet instrument financier mais cela montre de nouveau l'impuissance et l'injustice de l'économie administrée.

EMPRUNT NATIONAL

M. Olivier Dassault est richissime comme on le sait. Mais malgré sa fortune il n'est pas omniscient et il vient de donner dans Valeurs Actuelles un article tout à fait extravagant. Il est question du projet d'emprunt national. Il se lance dans une propagande tout à fait dirigiste en commençant par célébrer les parlottes organisées par le chef de l'État à la suite des élections européennes. Il pense en effet qu'il appartient à l'État de définir les priorités et la stratégie destinées à permettre à la France de sortir plus forte de la crise. Il cite pêle-mêle : l'université de demain, l'économie de la connaissance, le capital humain, ou encore la compétitivité de l'économie française, alors que tous ces problèmes devraient être résolus par le marché. Il ajoute évidemment qu'il faut poursuivre la réforme de l'État et celle de

notre protection sociale ainsi que la refonte des collectivités locales et du système des retraites. Il ajoute cette énormité : « l'emprunt pourrait cimenter l'union nationale et permettre de rapatrier les capitaux investis à l'étranger.

Nous espérons qu'il gère mieux ses énormes affaires que ce qu'il propose pour gérer la France et qui est annonciateur de grandes catastrophes.

BREVES ET LONGUES

LES GRENELLES

Les parlottes que j'ai souvent mis dans ma ligne de mire ne cessent de se développer et maintenant on les appelle couramment des « Grenelle ».

Il y a en effet un Grenelle de la mer qui fait autant de ravages que les Grenelle précédents. Bien entendu personne n'est content des solutions proposées puisque par définition une parlotte entre des irresponsables ne peut jamais donner aucun résultat pratique.

Pourquoi pas maintenant un Grenelle de la campagne et puis un Grenelle de la montagne et puis un Grenelle des faubourgs et puis un Grenelle des villes.

JERZY BUZEK

Ce Polonais vient d'être élu président du Parlement européen jusqu'au début de 2012. C'est vraiment une bonne nouvelle car la Pologne est un des rares pays qui se distinguent des pays européens par des positions originales et plutôt conservatrices.

Il a l'avantage d'être très libéral sur le plan économique ce qui a pour conséquence que le journal l'Humanité s'en émeut. Il est aussi accusé d'être « réac et sectaire » : voici un bon signe.

LA RUINE EN GRANDE BRETAGNE

Les malheureux britanniques vont comme les autres se ruiner en se soumettant au programme totalitaire du gouvernement britannique qui va dépenser 100 milliards de livres d'ici à 2020 pour réduire les émissions de carbone. Le plan fait la part belle à l'éolien avec la construction de 7000 éoliennes sur terre et dans la mer dans les 10 ans à venir. Bien entendu l'on met en relief le faux argument de la création de centaines de milliers d'emplois. La conséquence est que ces britanniques vont voir bondir la facture d'électricité

de 17 % et de 25 % pour la facture de gaz. Comme d'habitude cela va peser sur les plus pauvres et de se fait un mécanisme compliqué sera mis en place pour alléger la charge pour ces plus pauvres et faire payer davantage les riches.

Dans cette course à la ruine pour cause d'écologiquement correct, l'Allemagne n'est pas la dernière. Elle lance en effet un projet solaire de 400 milliards d'euros avec l'appui de certains industriels. Le projet viserait à produire de l'énergie solaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pour l'importer en Europe ; il faudra créer un réseau de centrales thermiques solaires en particulier dans le Sahara et il serait l'équivalent d'une centaine de centrales nucléaires de dernière génération. Il y aurait évidemment un réseau haute tension de 3000 kms reliant l'Afrique au continent européen et dont le coût serait de 50 milliards d'euros. Les 400 milliards d'investissements s'étaleraient sur quatre ans.

MARTIN HIRSCH

Ce Monsieur est Haut commissaire à la jeunesse ; remarquons en passant qu'il y a des Haut-commissaires mais que nous n'avons pas beaucoup de Bas commissaires : tout se ramène à une question de purs fromages.

Donc le Haut-commissaire est en poste depuis janvier 2009 et depuis lors il a beaucoup travaillé en faveur des personnes de 16 à 25 ans. Dès l'abord on est en droit de s'inquiéter : que se passe-t-il pour les personnes de 15 ans et pour les personnes de 26 ans ; dans l'économie administrée la ruine vient par la constitution d'une foule de seuils qui sont autant de barrières et de privilèges.

En tout cas le voilà qui annonce fièrement à la presse cinquante sept propositions inédites pour les jeunes dont il est censé s'occuper.

Suivant l'usage ces propositions ont été imaginées dans une parlotte rassemblant 80 personnes. Nul ne sait le coût de cette parlotte et donc la ruine qui a été diffusée y compris sur les 8 millions de jeunes intéressés.

Il est ailleurs annoncé que la parlotte va se prolonger puisqu'au cours de l'été un débat public doit s'organiser.

La politique de l'informatique a détruit l'informatique et la politique industrielle a détruit l'industrie : il est probable que la politique de la jeunesse va détruire la jeunesse.

À cette occasion l'on apprend qu'il y a déjà un comité interministériel pour la jeunesse mais il ne s'était pas réuni depuis 1990. Il est promis qu'il se réunira maintenant chaque année pour veiller à l'application de la politique du gouvernement.

Il est annoncé aussi un nouveau service public : « le service public de l'orientation ». Il est appeler à un certain avenir puisqu'il a déjà son sigle : SPOT.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

PAYS-BAS

[Un tiers des musulmans vivant aux Pays-Bas souhaite émigrer](#)

Belga, 29.06.09

Plus d'un tiers (36%) des musulmans tures et marocains vivant aux Pays-Bas souhaite émigrer en raison de la popularité croissante du député d'extrême-droite [encore cette diffamation étendue] Geert Wilders, indique un sondage réalisé pour l'émission "Netwerk" de la chaîne de télévision néerlandaise NCRV.

Dans l'ensemble, plus d'un musulman sur deux (51%) établi aux Pays-Bas songe à quitter le pays, ajoute cette enquête d'opinion, qui sera commentée lundi soir en télévision.

Septante-six pour cent des Musulmans estiment se trouver "chez eux" aux Pays-Bas, mais 57% admettent s'inquiéter de la popularité dont jouit Geert Wilders. Son "parti pour la liberté" (Partij voor de Vrijheid, PVV), islamophobe, a remporté 17% des voix et quatre sièges lors du scrutin européen de début juin.

Deux musulmans sur cinq affirment être "plus fréquemment discriminés" en raison de cette popularité croissante.

Près d'un quart (24%) des personnes interrogés se disent "régulièrement" discriminés aux Pays-Bas. Et près de trois quarts d'entre eux ont le sentiment d'être "plus mal jugés" par les Néerlandais depuis le succès de Geert Wilders.

Un petit groupe de musulmans (18%) affirme toutefois être d'accord avec certains points du programme politique du leader populiste. Et un sur trois juge "logique" qu'une partie des Néerlandais vote pour lui.

OBAMA

DE LA PART DE FRANCOIS GUILLAUMAT

[Il ne reste plus rien du programme d'Obama](#)

Par Sébastien Castellion, Metula News Agency info # 012707/9, 27 juillet 2009

Au cours des dix derniers jours, le Président Obama a connu une nette baisse de sa popularité. La moyenne des sondages des 10 derniers jours le place à 54% d'opinions favorables. Les sondages les plus récents sont les plus désavantageux : un sondage Rasmussen du 25 juillet indique même, pour la première fois, une popularité inférieure à 50 %.

Cette moyenne place Obama, à ce stade de son mandat, en neuvième position parmi les onze présidents de l'après Deuxième Guerre Mondiale. Sa popularité est plus faible que ne l'était, après six mois de présidence, celle des épouvantails de la gauche que furent Nixon et le second Bush. De tous les Présidents élus dans l'après-guerre, seuls Gerald Ford (une non-entité, devenu président sans jamais avoir été élu) et Bill Clinton (qui s'est bien rattrapé par la suite), étaient moins populaires, après six mois, que ne l'est Obama aujourd'hui.

De plus, la popularité du Président est en chute sur la période, alors que celle de Bush fut très stable, avant de monter en flèche après le 11 septembre. Plus grave encore : d'après le sondage Rasmussen, les Américains qui « approuvent fortement » l'action du Président sont nettement moins nombreux (29 %), que ceux qui la « désapprouvent fortement » (40 %). Les anti-Obama sont désormais plus convaincus et plus fermes dans leur opinion que les partisans du Président.

Le Président avait pris ses fonctions parmi l'adulation générale de la presse et les comparaisons les plus audacieuses (« C'est Roosevelt ! Non, c'est Kennedy ! Vous n'avez rien compris, c'est Lincoln ! »). Depuis lors, cependant, les choses ne se sont pas passées comme les obamaniaques l'avaient rêvé.

Le programme du nouveau Président, à son arrivée au pouvoir, reposait sur cinq axes faciles à comprendre : sortir rapidement d'Irak ; mettre fin aux prétendues « atteintes aux libertés » de George W. Bush (Guantanamo, écoutes, livraison de terroristes à des pays tiers) ; engager un dialogue direct avec l'Iran ; rétablir les comptes de l'Etat après les déficits du deuxième Bush, comme Clinton l'avait fait après les déficits du premier ; et réformer en profondeur le système de santé américain.

Après six mois, trois de ces cinq promesses ont été abandonnées ouvertement par le Président. La guerre d'Irak se poursuit ; tous les programmes diabolisés ont été maintenus ; et Obama a lancé l'Amérique dans la plus grande débauche de dépenses et de déficits de son histoire. Une quatrième promesse, le dialogue direct avec l'Iran, est condamnée à échouer : ce n'est pas qu'Obama n'essaie pas sincèrement d'y parvenir, mais l'idée ne suscite pas le moindre intérêt à Téhéran.

Le seul élément reconnaissable qui demeure du programme Obama est donc la réforme du système de santé. Mais, sur ce point aussi, les difficultés sont en train de s'accumuler.

Il y a encore deux semaines, le Président exigeait que le projet de loi portant réforme du système de santé soit voté par les deux chambres du Congrès avant le départ en vacances des parlementaires, prévu pour la fin de cette semaine. Mais il est désormais certain que le Sénat ne votera pas cette réforme à temps.

Même à la Chambre des représentants (malgré les manœuvres de plus en plus brutales de la présidente de la Chambre, Mme Nancy Pelosi), il n'est pas encore tout à fait sûr que le projet de loi dispose du soutien nécessaire pour être voté. Si, toutefois, il l'était, un vote à la Chambre ne serait que le prélude d'une démolition au Sénat. Une fois porté devant la deuxième chambre, le projet sera soit oublié, soit (plus probablement), si profondément modifié, que la « réforme » qui en sortira n'aura plus rien à voir avec le projet de loi voulu par le Président.

Comment un président dont le parti contrôle – largement – la majorité dans les deux chambres a-t-il pu se mettre dans une telle impasse ?

Il semble qu'Obama, sur la question de la réforme du système de santé, a trop cru à sa propre rhétorique et n'a pas su lire l'opinion publique américaine. C'est un développement intéressant de la part d'un homme dont l'intelligence et le talent politique sont reconnus par ses pires ennemis.

Mais la ligne du parti Démocrate sur la santé – source exclusive de l'opinion européenne sur ce sujet – est répétée si souvent, et depuis si longtemps, dans la presse du parti, qu'il s'est créé une « bulle médiatique ». Ceux qui vivent à l'intérieur de cette bulle, Président compris, ont fini par la prendre pour la réalité. Ils sont donc tout surpris lorsque l'opinion publique, qui connaît la réalité, refuse de les suivre dans leur illusion.

On peut résumer comme suit l'image du système de santé américain, tel qu'il est vu dans la bulle de l'élite Démocrate :

« Le coût très élevé du secteur américain de la santé (15 % de la richesse américaine, soit environ l'équivalent de toute la richesse produite par la France) est la preuve de l'échec du système de santé, et, notamment, de son excessive complexité. L'existence d'une population non assurée (environ 13 % de la population américaine) pose un problème moral insupportable. Le système de santé, fondé sur la compétition des compagnies d'assurance pour obtenir des clients, favorise les riches et néglige injustement les plus pauvres. »

Conformément à cette vision, le projet de loi actuellement en discussion devant la Chambre des représentants prévoit de créer un nouveau régime d'assurance santé géré par l'Etat. Ce régime couvrirait tous les Américains (ou presque tous, selon la version du projet de loi) qui n'ont pas accès à une assurance-santé aujourd'hui, ou qui choisiraient de rejoindre le système public, en quittant leur actuelle assurance privée. Le financement du système public n'est pas encore clair – c'est l'un des points de débat entre législateurs – mais on parle à la fois de faire payer aux assurés des primes d'assurance et, simultanément, d'imposer les hauts revenus et les profits des entreprises.

Le régime public ne remplacerait pas immédiatement les régimes d'assurance privés. Cependant, tout serait en place pour que l'assurance d'Etat se substitue progressivement au secteur privé. Cette assurance serait financée à la fois par ses propres assurés et par les contribuables ; autrement dit, elle serait le seul régime d'assurance santé à être financé par les clients de ses concurrents [c'est le cas de l'enseignement d'état]. Cela lui permettrait, naturellement, d'offrir des primes d'assurance plus faibles que les assureurs privés. La concurrence ainsi faussée préparerait le terrain pour une nationalisation progressive de tout le secteur de l'assurance santé.

Et si cela ne suffisait pas, le projet de loi en discussion devant la Chambre prévoit que les personnes qui quittent un régime privé (par exemple en changeant d'employeur) soient en principe rattachées au nouveau régime public.



Je suis votre nouveau docteur ! Alors, rassurée ?

Tout cela serait sans doute populaire si l'image Démocrate du système de santé décrite plus haut était exacte. La gauche, cependant, a le plus grand mal à faire admettre cette caricature par l'opinion américaine. Comme souvent, le parti Démocrate, expert incontesté en réinvention de l'histoire, a plus de succès pour convaincre les Européens, qui voient tout cela de loin, que les Américains eux-mêmes.

Quand on quitte les pages des journaux de gauche pour revenir sur la planète Terre, le système américain reste, certes, cher et compliqué. Mais une partie de la complexité vient du fait que les compagnies d'assurance se font concurrence pour obtenir des clients. Elles doivent, pour cela, concevoir des produits complexes que leurs acheteurs – pour l'essentiel, des spécialistes choisissant au nom d'employeurs qui offrent ensuite le régime à leurs salariés – pourront comparer entre eux.

Cela pose des problèmes de compréhension pour la plupart des patients, qui ne sont pas spécialistes ; mais cela garantit aussi que l'acheteur a le choix entre plusieurs produits et peut choisir le meilleur. Un système public unique ferait disparaître ce choix ; beaucoup d'Américains craignent, en conséquence, que la qualité du service ne fasse que baisser.

Quant au coût élevé de l'industrie américaine de la santé, il est dû – au moins en partie – à la qualité technique de cette industrie. C'est aux Etats-Unis qu'on trouve les laboratoires de recherche les plus avancés du monde et les équipements les plus sophistiqués. On pourrait, certes, payer moins cher ; mais uniquement au prix d'une baisse de qualité de la recherche et des traitements. Après tout, le coût du traitement des maladies cardiaques était bien plus faible il y a quarante ans qu'aujourd'hui – pour la simple raison qu'il n'y avait pas de traitement. L'apparition des angiographies, des pontages et des greffes de cœur a eu un coût élevé ; mais peu d'Américains le regrettent.

Si un régime public unique est mis en place, il subira (comme toutes les dépenses publiques) le poids de l'ajustement qui deviendra nécessaire lorsque les dettes qu'Obama accumule devront être payées. La réduction des dépenses entraînera, on peut le craindre, une baisse de la qualité des soins.

Les Américains, qui auront perdu dans l'intervalle le bénéfice de la concurrence des assureurs privés, ne pourront plus rien faire, lorsqu'un bureaucrate de Washington leur annoncera que leur cancer est trop rare, ou déjà trop avancé, pour justifier la dépense.

Ces inquiétudes sont renforcées par la mauvaise foi évidente de l'argument mis en avant par les Démocrates, selon lequel l'existence d'une forte population non assurée prouve que le système de santé ne s'intéresse qu'aux riches.

Tous les Américains savent que les plus pauvres d'entre eux sont assurés par l'Etat, dans le cadre du programme Medicaid ; et que les salles d'urgence des hôpitaux soignent les cas urgents, que le malade soit assuré ou pas (s'il ne l'est pas et ne peut pas payer, ils font couvrir le coût en augmentant le montant facturé aux autres malades). L'idée que l'Amérique laisse ses pauvres sans soins est certes répandue en Europe ; mais elle ne correspond pas à l'observation.

Du reste, le fait d'avoir sous les yeux l'exemple de Medicaid (et de Medicare, un autre système de santé géré par l'Etat au bénéfice des personnes âgées) empêche tout Américain raisonnable de croire un seul instant aux promesses des Démocrates, lorsqu'ils disent qu'un système public serait mieux géré et plus efficace que les régimes privés.

Medicare et Medicaid sont connus dans toute l'Amérique pour être des puits sans fond, absorbant toujours plus d'argent public pour des résultats très médiocres. Le projet Obama dit à tous les Américains : « ceux qui gèrent aujourd'hui le régime de santé des plus pauvres vont bientôt gérer le vôtre ». Il pourra difficilement, sur ce point, susciter l'enthousiasme.

Les Américains savent aussi que, pour la plus grande partie des non assurés – des personnes à revenus modestes sans être pauvres ; indépendants ou employés par de petites entreprises qui ne peuvent pas acheter pour eux une assurance de groupe, et généralement jeunes et en bonne santé – le principal problème est qu'il est interdit par la loi de vendre à faible coût des assurances santé partielles, correspondant à ce que souhaiterait cette population.

Quand on est en bonne santé et de revenus modestes – et que l'on sait par ailleurs que les salles d'urgence s'occuperont de vous en cas d'accident grave – on peut vouloir s'assurer pour les soins dentaires et les accidents du sport, mais ne pas vouloir payer pour couvrir le risque de cancer du pancréas ou de crise schizophrénique. Cela, cependant, est interdit par la loi.

De nombreux Américains se retrouvent ainsi, avec pour seul choix, de s'assurer contre une foule de conditions rares ou de ne pas s'assurer du tout. Il n'y a rien d'étonnant à ce que de nombreuses personnes qui se trouvent dans cette situation choisissent de ne pas s'assurer. Cela ne justifie pas, en tout cas, les cris d'orfraie de ceux qui veulent voir dans cette population non assurée un scandale moral national.

Au total, le plan Obama consiste donc à dire aux Américains :

« Nous allons mettre fin à un système complexe et cher, mais qui fonctionne bien pour la plus grande partie d'entre vous, et vous donne la possibilité de choisir entre plusieurs assureurs. Et nous allons créer un système unique, dans lequel ceux qui décideront de la qualité de vos soins sont les mêmes que je suis en train d'endetter jusqu'à la gorge et qui ont prouvé leur incapacité à gérer efficacement Medicare et Medicaid ».

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'Obama ne parvienne pas à rassembler les votes nécessaires à la Chambre des représentants, et encore moins au Sénat. En particulier, les élus Démocrates conservateurs (« Blue Dogs » ou Chiens bleus), élus dans des circonscriptions qui pourraient facilement se retourner vers les Républicains, ne veulent pas associer leur nom à une réforme impopulaire poussée par la gauche du parti

Cependant, les élus Démocrates doivent aussi veiller à ne pas trop affaiblir le Président, qui risquerait de les entraîner dans sa chute s'il tombait trop bas. Il ne serait donc pas étonnant que, dans les prochains jours, on voie se dessiner une tentative de sauver la face d'Obama

en adoptant – bien plus tard que prévu, sans doute à l'automne prochain – une réforme du système de santé a minima, qui ne menacera pas les régimes privés et qui imposera des économies importantes à Medicare et Medicaid.

Un tel vote pourrait être soutenu par les Chiens bleus face à leurs électeurs les plus conservateurs ; et il permettrait à Obama d'affirmer qu'il a bien, comme il l'avait promis, réformé le système de santé. Mais cette réforme n'aura plus rien à voir avec la centralisation et la nationalisation dont rêvait le Président.

Dans cette hypothèse (réaliste, mais relativement optimiste pour le Président) où une réforme réduite du système de santé serait votée par les deux chambres, le score des cinq piliers du programme Obama deviendrait : trois trahisons (Irak, sécurité nationale et politique budgétaire) ; un échec manifeste (la politique iranienne) et un échec camouflé (la réforme du système de santé).

Après seulement six mois de pouvoir, le Président doit désormais redéfinir, en repartant de zéro, quelle marque il veut laisser dans l'histoire au cours des trois ans et demi qu'il lui reste à servir. [s'il n'est pas arrêté et emprisonné avant]

FINANCE ISLAMIQUE

<http://reseauliberte.ning.com>

Les yeux de Chimène de Christine LAGARDE pour la finance islamique me paraissent totalement anachroniques, voire même tragiquement contre-productifs.

Certes, les pays producteurs d'or noir, dont regorge la terre musulmane (Dar el-Islam), ont au fil du temps engrangé des milliards de milliards dont aujourd'hui ils se servent à l'instar d'une arme fatale.

La France compte déjà quelque 6 millions de musulmans et plus le temps passe, plus la volonté d'intégration de cette communauté aux droits et devoirs de la République française s'émousse et s'avère donc des plus aléatoires.

Des plus aléatoires, en effet, parce qu'il ne fait plus guère de doute que notre pays, quoi qu'en pensent et disent les belles âmes et autres bien-pensants, n'est plus en situation de maîtriser son propre destin sous les coups de boutoir répétés des communautarismes triomphants.

Les réserves dont je viens de faire état me paraissent d'autant plus crédibles que le quotidien algérien *Liberté* (www.liberte-algerie.com) a publié, en date du 15 juillet dernier, un article fort bien documenté sur le sujet. Aussi et avant toute chose, Mme LAGARDE devrait-elle y regarder à deux fois avant de se (de nous) lancer dans l'inconnu. Je cite *Liberté* :

"(...) Dans le cadre de la pénétration de nouveaux marchés et des économies émergentes, on annonce des "tendances islamiques" qui porteront sur une série d'offres, comme la finance islamique, les vêtements islamiques, les poupées islamiques, le tourisme halal, les bonbons halal... On signale même la naissance officielle d'ici fin 2009 de "normes standardisées halal", sous l'égide de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et du Conseil de coopération du Golfe, pour lancer "l'industrie halal". Et, si l'on en croit le constructeur automobile malaisien Proton, la première "voiture islamique" est en cours de fabrication".
Dont acte.

Le Coran, divinement dicté par Allah à son Prophète Mahomet, étant incréé et par conséquent relevant de l'immuable, le monde arabo-musulman a visiblement abdicqué toute volonté de rivaliser de front, spécialement sur le plan technologique, avec le monde occidental y compris, bien sûr, Israël. Ainsi s'est-il finalement résolu à tourner la difficulté en créant un label (virtuel) "halal" universel, conçu à l'instar d'une machine de guerre, qui n'est en fait qu'un habile subterfuge dont il attend monts et merveilles pour conquérir le Dar al-Harb.

Si tel était le cas, je me permets alors de penser que nous aurions le plus grand intérêt à écarter de notre esprit toute vision irénique, comme par exemple l'Union pour la Méditerranée (UPM) ou la finance islamique, afin d'éviter de fournir une occasion supplémentaire à notre postérité, déjà fort impliquée dans bien des domaines avant même d'avoir vu le jour, de nous maudire jusqu'à la fin des temps !

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

Membre du Parti libéral démocrate

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

FIN